

DÉLIBÉRATION n°2022-90
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu l'article L1121-2 du code général de propriété des personnes publiques

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou une communauté d'universités et établissements, notamment l'article 22

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le Conseil d'administration accepte le don du groupe La Poste, d'un montant annuel de 5000 euros et autorise le Directeur à signer la Convention de partenariat.

Membres en exercice : 29 membres

Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :

Abstention :

Contre :

Pour : 21

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 7 décembre 2022

Le Président
du Conseil d'Administration



Document(s) en annexe au présent extrait : Convention de partenariat avec le Groupe La Poste

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE :

L'Institut d'Etudes Politiques de Rennes (Sciences Po Rennes), établissement public administratif régi par le décret D. 741-9 et suivants du code de l'éducation, dont le siège social est situé au 104 boulevard de la Duchesse Anne, 35700 Rennes, représenté par Monsieur Pablo DIAZ en sa qualité de Directeur, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé « Sciences Po Rennes »,
d'une part

Et

Le Groupe La Poste, Société Anonyme, régie par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés anonymes, au capital de 5 364 851 364 euros, immatriculée 356 000 000 RCS de Paris, dont le Siège social est situé 9 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris, représentée par Monsieur Jean-Christophe MERKLER, en sa qualité de Délégué Régional du Groupe La Poste en Bretagne, dûment habilité à cet effet,

Ci-dessous dénommée « La Poste »
d'autre part

Ci-après collectivement désignées par « Les Parties »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Sciences Po Rennes dispense une formation pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales qui permet l'obtention d'un diplôme en 5 ans, valant grade de Master. La « raison d'être » de Sciences Po Rennes de Rennes est de contribuer à la formation de professionnels de haut niveau des secteurs public, parapublic, associatif et privé capables de continuer à explorer et à décrypter la complexité du monde et de tenter de le changer dans la pure tradition humaniste. Cette « raison d'être » se décline en 5 grandes orientations stratégiques :

- Proposer à l'ensemble des étudiants des formations pluridisciplinaires, de haut niveau et innovantes dans les domaines des sciences humaines et sociales (SHS) leur permettant de développer des capacités d'adaptation, de décroisement et d'action.
- Contribuer avec force à la recherche en SHS, menée sur le site Rennais en étroite collaboration avec les autres établissements d'enseignement et de recherche (Ecoles, universités, CNRS) et susceptible d'irriguer l'ensemble des parcours de formation.

- Inscrire notre institution comme lieu d'expertises, d'échanges et de débats.
- Affirmer l'exemplarité de Sciences Po Rennes en termes de responsabilité sociétale, environnementale et d'innovation sociale.
- Placer notre communauté étudiante au cœur de notre stratégie afin de garantir et d'améliorer la qualité de ses conditions de vie et d'études dans l'institut et dans la cité.

La Poste, chargée de missions de service public, contribue au quotidien à l'aménagement et au développement des territoires.

Par son ancrage local, le Groupe La Poste est aussi un acteur majeur du développement économique et social, soutenant plus de 10000 emplois en Bretagne.

Simplifier la vie de ses clients et innover pour mieux répondre à leurs besoins de services de proximité humaine est devenu la raison d'être du Groupe La Poste et l'engagement au quotidien des postières et postiers au service de tous.

Pour répondre efficacement à ces enjeux, La Poste développe un modèle de groupe multi-activités et s'engage pour la cohésion sociale et territoriale, les grandes transitions, notamment écologique, et pour un numérique éthique et responsable, avec un engagement sociétal élevé.

Attachés l'une et l'autre à la proximité, à la qualité de la relation aux usagers des services publics et à l'innovation, Sciences Po Rennes et Le Groupe La Poste se sont rapprochés afin de renforcer leurs liens dans une réflexion partagée.

Sciences Po Rennes et Le Groupe La Poste ont souhaité formaliser leur coopération par une convention de partenariat précisant leur volonté commune de rechercher ensemble des voies d'innovation possibles.

En conséquence, entre les parties signataires de la présente convention, il est arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de structurer les coopérations et de renforcer les synergies entre les deux Parties notamment autour des axes suivants :

- Renforcer le potentiel d'une recherche d'excellence transdisciplinaire par une participation aux activités de la Chaire TMAP
- Faciliter l'accueil d'alternants au sein de La Poste
- Participer au programme de Démocratisation
- Coopérer autour du développement et de l'attractivité de Sciences Po Rennes

La Convention a aussi pour objet de définir les conditions et modalités de versement d'une aide financière de La Poste à Sciences Po Rennes en vue de la concrétisation de cette coopération.

Article 2 – Participation à la Chaire Territoires et Mutation de l'Action Publique (TMAP)

Depuis 2015, Sciences Po Rennes a fait le choix de développer une chaire universitaire de recherche et de formation sur les enjeux et défis de la gouvernance territoriale, dans un contexte aux transitions diverses (énergétique, numérique, économique, démographique, politique...). Cette chaire suit le modèle d'un laboratoire de recherche collaboratif avec un ensemble de partenaires : État, collectivités territoriales, établissements publics, entreprises, ou encore associations.

La Poste devient membre de la Chaire TMAP pour la période 2022-2025. Ce partenariat va permettre d'approfondir et d'enrichir plusieurs axes de recherches de la chaire TMAP, en particulier la question de l'égalité des territoires et de l'accessibilité des services publics, l'accompagnement des transitions dans les territoires fragiles et les enjeux de solidarité humaine et territoriale.

Article 3 – Faciliter l'accueil d'alternants au sein de La Poste

Sciences Po Rennes a développé ces dernières années des parcours de 5^{ème} année (Master 2) en alternance, soit en contrat de professionnalisation, soit en apprentissage. Les parcours visés par l'accueil d'alternants seraient en particulier ceux de l'école des « Politiques Publiques », comme « Gouverner les mutations territoriales », ou de l'école des « Villes et environnements urbains », comme « Gouvernance des métropoles, affaires publiques et maritimité », en fonction des besoins de La Poste et des compétences des étudiants intéressés.

Article 4 – Programme de démocratisation

Dans le cadre du dispositif Cordées de la réussite porté par le Rectorat de Rennes, Sciences Po Rennes propose aux collégiens et aux lycéens d'origine modeste de la région Bretagne un Programme d'Etudes Intégrées (PEI). Quatre dispositifs ont fonctionné en 2021-2022 : Le PEI Collège, le PEI Première, le PEI Terminale et le PEI professionnel. Le dispositif sera complété en 2022-2023 par le lancement du PEI management-santé à destination des terminales sciences et technologies du management et de la gestion (STMG) se destinant à des filières post-bac ambitieuses dans le domaine du management. Ce nouveau dispositif est lancé en partenariat avec l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

Le déploiement de cette Cordée de la réussite implique la mobilisation de deux responsables des programmes de démocratisation à Sciences Po Rennes, des étudiants moniteurs, des étudiants tuteurs ainsi que des professeurs référents en poste dans les établissements partenaires du programme. Le soutien financier est également essentiel afin de couvrir les déplacements des élèves à Sciences Po Rennes et des tuteurs dans les établissements visés, mais aussi la rémunération des tuteurs et enseignants, et enfin la production et gestion de contenus à destination des élèves.

Article 5 – Coopération pour renforcer le développement et l’attractivité de Science Po Rennes

Sciences Po Rennes et La Poste s’engagent à étudier ensemble les moyens de renforcer le développement et l’attractivité de Sciences Po Rennes, notamment pour améliorer la qualité de vie étudiante. Sciences Po Rennes et La Poste souhaitent coopérer pour aller vers l’exemplarité environnementale, notamment autour de l’économie circulaire, de la mobilité douce et de l’accompagnement sur les clauses environnementales de la commande publique.

Article 6 – Participation financière

La Poste s’engage à apporter Sciences Po Rennes un don (ci-après « le Don ») d’un montant annuel de 5 000 € (euros) dont 2 500 € destinés à la Chaire TMAP.

Le Don sera versé par La Poste, dans les 45 (quarante-cinq) jours fin de mois suivant la demande, sur le compte bancaire du Bénéficiaire. La demande de Don doit être accompagnée d’un RIB. La pièce bancaire de Sciences Po Rennes est annexée à la présente convention.

Les demandes de versement du Don doivent être libellées :

Sciences Po Rennes remettra à La Poste un reçu établi conformément à l’Annexe 3 attestant du montant du Don réalisé par La Poste et ouvrant droit à réduction d’impôt au titre du mécénat.

Pour pouvoir bénéficier du traitement fiscal visé en annexe 2 des présentes, l’ensemble des avantages mentionnés ci-dessus au profit du Mécène ne devront pas dépasser 25% de la valeur du Don.

Article 7 - Modification de la convention

La présente convention pourra être complétée et amendée par voie d’avenants signés entre les deux parties.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période d'une année, renouvelable tacitement deux fois, soit trois ans au total.

La présente convention peut être résiliée unilatéralement par l'une ou l'autre des parties après en avoir informé l'autre partie au minimum 6 mois à l'avance. Dans ce cas, toutes les actions pédagogiques engagées avant la date de résiliation devront être menées à leur terme.

Article 9 - Litiges

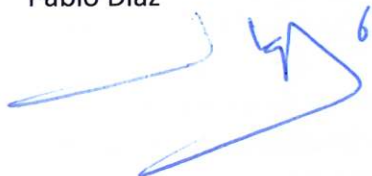
En cas de litige, les deux parties s'engagent à rechercher l'arbitrage d'un médiateur choisi en commun avant de faire appel aux juridictions compétentes

Fait à Rennes le 20 IX 2022

En deux exemplaires originaux

Le Directeur de Sciences Po Rennes

Pablo Diaz



Le Délégué Régional du Groupe La
Poste en Bretagne

Jean-Christophe Merkler



ANNEXE : TRAITEMENT FISCAL

Le Mécène bénéficie, au titre de son engagement auprès du Bénéficiaire, des dispositions fiscales définies à l'article 238 bis du Code Général des Impôts selon lequel :

« 1. Ouvrent droit à une réduction d'impôt les versements effectués par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au profit :

[...]

c) Des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif ;

[...]

2. Pour l'ensemble des versements effectués au titre du présent article, la fraction inférieure ou égale à 2 millions d'euros ouvre droit à une réduction d'impôt au taux de 60 % et la fraction supérieure à ce montant ouvre droit à une réduction d'impôt au taux de 40 %.

[...]

3. Pour le calcul du montant de la réduction d'impôt, l'ensemble des versements y ouvrant droit en application du présent article sont retenus dans la limite de 20 000 € ou de 5 pour mille du chiffre d'affaires lorsque ce dernier montant est plus élevé. Lorsque cette limite est dépassée au cours d'un exercice, l'excédent de versement donne lieu à réduction d'impôt au titre des cinq exercices suivants, après prise en compte des versements effectués au titre de chacun de ces exercices, sans qu'il puisse en résulter un dépassement de cette même limite. Le taux de réduction d'impôt applicable à cet excédent de versement est le taux auquel il a ouvert droit en application du premier alinéa du 2.

[...]

8. Les versements effectués au titre du présent article ne sont pas déductibles pour la détermination du bénéfice imposable. »